

Excellence Monsieur le Ministre des Ressources Animales et Halieutiques

Excellence Madame la Secrétaire d'État chargée de l'Aménagement du Territoire

Monsieur le Président de la Chambre Nationale d'Agriculture

Mesdames, Messieurs,

C'est un grand honneur pour moi d'être ici parmi vous et de participer à l'Atelier national, organisé conjointement par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA, et les Ministères de l'Économie, des Finances et du Développement, ainsi que de l'Agriculture et des Aménagement hydrauliques du Burkina Faso.

Je remercie le Gouvernement burkinabé, en particulier le Ministère de l'économie et des finances et le Ministère de l'agriculture, pour leur appui et leur collaboration, qui ont été indispensables tout au long de ce processus, et en particulier, pour l'organisation de l'atelier d'aujourd'hui.

Je remercie également mes collègues du Département de la gestion des programmes, en particulier M. Lisandro Martin, Directeur régional de la Division Afrique de l'Ouest et du Centre du FIDA, qui est ici présent, M. Abdoul Barry, Directeur de Hub et chargé du programme pays à la Division Afrique de l'Ouest et du Centre du FIDA. Je tiens aussi à remercier le Bureau de pays du FIDA pour sa précieuse contribution et son approche constructive tout au long de cette évaluation.

Enfin, mes remerciements vont à M. Maximin Kodjo, Fonctionnaire principal chargé de cette évaluation et l'équipe des consultants, qui ont mené à bien cette évaluation exhaustive.

Avant d'examiner les principales conclusions de l'évaluation, il est utile de souligner une fois de plus l'importance de la fonction d'évaluation indépendante et rappeler que sa pratique au sein du FIDA, basée sur des données factuelles et solides, a permis d'améliorer la vie des populations rurales dans le monde.

Nous avons particulièrement orienté notre méthode d'évaluation afin de prendre en compte les dimensions importantes que sont la pauvreté rurale, l'impact, l'égalité des sexes, la gestion des ressources naturelles et l'adaptation aux changements climatiques, ainsi que l'innovation et la reproduction à plus grande échelle des résultats.

Cette évaluation au Burkina Faso avait pour objectif de fournir une évaluation impartiale et rigoureuse des résultats, ce qui permettra au Gouvernement, au FIDA et à d'autres partenaires d'élaborer la prochaine stratégie nationale du FIDA dans le pays – le COSOP – et de nouveaux projets sur financement du FIDA, par exemple celui qui sera lancé aujourd'hui.

Les résultats, conclusions et recommandations de la présente évaluation fourniront des éléments utiles pour la préparation de l'Accord conclusif. Cet accord est un bref document récapitulant les principales recommandations de l'évaluation que le Gouvernement burkinabé et la Direction du FIDA s'engagent à adopter et à mettre en œuvre.

Mesdames, Messieurs,

Depuis plus de 35 ans, le FIDA travaille avec le Gouvernement burkinabé pour réduire la pauvreté rurale et élaborer des stratégies et politiques opérationnelles en la matière. Ce partenariat est extrêmement important pour nous car le Burkina Faso est un pays où soixante-dix pour cent (70%) de la population est rurale et principalement constituée de jeunes. La population vit

principalement de l'agriculture familiale. L'appui aux exploitations familiales est conforme au mandat fondamental du FIDA, qui est d'améliorer la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des petits exploitants agricoles et d'autres groupes défavorisés tels que les femmes, les jeunes ruraux et les peuples autochtones.

Dans ce contexte, les objectifs de développement durable ont défini des objectifs ambitieux et nous devons maintenant faire le nécessaire pour que personne ne soit exclu. Le FIDA est pleinement déterminé à poursuivre son partenariat avec le Burkina Faso, aux niveaux national et mondial, pour atteindre cet objectif ambitieux.

Je vais maintenant rappeler rapidement quelques résultats de l'évaluation. Mon collègue Maximin Kodjo vous fera ensuite une présentation plus complète.

L'évaluation montre que les projets financés par le FIDA ont eu des effets positifs sur le revenu et la sécurité alimentaire des ménages ruraux, en particulier dans les régions de l'Est, du Centre-Nord et du Nord, et qu'ils ont apporté un appui important aux organisations paysannes dans le pays. Des résultats encourageants ont également été obtenus au niveau de la production agricole, qui a augmenté grâce à l'introduction de pratiques améliorées et de la gestion durable des terres.

Toutefois, certains domaines méritent encore une attention particulière.

Premièrement, le portefeuille n'est pas parvenu à sécuriser l'accès durable des petits exploitants agricoles aux ressources productives, telles que les semences et les engrais, ni à mettre en place des mécanismes facilitant et pérennisant l'accès au microcrédit. Le Gouvernement et le FIDA doivent continuer d'appliquer l'approche de la chaîne des valeurs agricoles, en tenant

compte dans les interventions des spéculations les plus favorables aux pauvres.

Deuxièmement, pour ce qui est de gestion durable des ressources environnementales, les actions ont été principalement axées sur la production végétale dans les zones prioritaires, et moins sur les autres ressources. Ceci doit être corrigé dans le but de réduire la vulnérabilité des communautés rurales aux effets des changements climatiques.

Troisièmement, l'analyse a montré également que les résultats n'ont été reproduites qu'à l'échelle de certains projets. Les institutions publiques sont intervenues, mais avec des ressources limitées, et devraient donc à l'avenir collaborer avec les partenaires de développement et les autres parties prenantes, y inclus les organisations paysannes, pour améliorer cet aspect.

Enfin, l'évaluation a permis de constater que des changements positifs et durables dans le secteur agricole ne sont envisageables que dans le cadre d'interventions bien planifiées, et assorties d'analyses approfondies menées avec les différentes parties prenantes. Les interventions devraient être fondées sur des approches harmonisées, des actions complémentaires et sur la mise en place d'une culture d'apprentissage mutuel.

En tant qu'évaluateurs, nous avons fourni une analyse impartiale du programme du FIDA. Avec votre soutien et votre participation active, nous pouvons maintenant mieux dégager les perspectives futures et les moyens de surmonter les éventuels obstacles, tout en favorisant une transformation plus inclusive et plus durable du secteur rural au Burkina Faso.

Je suis convaincu que cet atelier sera l'occasion d'échanges francs et constructifs.

Mesdames et Messieurs, je vous remercie pour votre attention.